



## TERMES DE REFERENCE

### Évaluation Intermédiaire du Convention

Projet :

“ AUGMENTATION DE LA RESILIENCE DE LA POPULATION DE LA COMMUNE D'ANSE-A-PITRE FACE AUX RISQUES NATURELS ET AUX PRESSIONS ET MENACES ANTHROPIQUES»



## 1. Introduction

Alianza por la Solidaridad et son partenaire stratégique dans le département du Sud-Est CROSE (Coordination Régionale des Organisations du Sud-Est) ont travaillé dans la Commune d'Anse à Pitre, l'objectif est de réduire les facteurs de vulnérabilité de la population d'Anse à Pitre aux risques naturels et aux dangers anthropiques. L'objectif est de renforcer la capacité du territoire de la commune d'Anse à Pitre à protéger ses habitants et ses écosystèmes naturels contre diverses menaces liées aux risques naturels et aux pressions et menaces anthropiques. Avec ce point de départ, l'objectif sera de permettre aux communautés d'accroître leurs capacités dans ce qu'elles peuvent faire pour elles-mêmes et comment elles peuvent être renforcées, sans se concentrer sur leur vulnérabilité aux catastrophes ou leurs besoins en cas d'urgence. À cette fin, les ressources naturelles du bassin versant de Pedernales seront gérées ; la production agricole sera augmentée en donnant la priorité aux systèmes agrosylvopastoraux et à la récupération des cultures locales pour la consommation en cas de pénurie alimentaire plus importante ; la protection de la population du bassin versant contre les risques sera améliorée en mettant en œuvre des travaux d'atténuation dans tout le bassin versant ; et l'équité entre les hommes et les femmes dans la prise de décision, l'accès et le contrôle des ressources sera améliorée. Elle tiendra compte des capacités extérieures à la commune, en particulier celles liées aux services de gestion des urgences, mais aussi d'autres services sociaux et administratifs, des infrastructures publiques, ainsi que du réseau de liens socio-économiques et politiques qui les entoure.

À cette fin, l'intervention s'est faite à travers 4 lignes d'action principales :

1. a facilité la gestion des ressources naturelles du bassin versant de Pedernales, en mettant l'accent sur l'augmentation de la couverture végétale et la diminution de l'extraction de bois de chauffage.
2. Augmentation de la production en donnant la priorité aux systèmes agrosylvopastoraux et à la récupération des cultures locales pour la consommation en cas de pénurie alimentaire plus importante, en mettant l'accent sur l'augmentation de la production en dehors de la saison des pluies pour les femmes et l'utilisation d'intrants organiques pour augmenter la production et réduire les achats.
3. l'amélioration de la protection de la population du bassin contre les risques, par des techniques de protection, la réhabilitation d'abris temporaires, l'inclusion de la gestion des risques dans la réglementation locale et la mise en œuvre de Plans d'urgence.
4. Améliorer l'équité entre les hommes et les femmes dans la prise de décision, l'accès et le contrôle des ressources, en augmentant le nombre de femmes dans les espaces de prise de décision communautaires, sur les ressources économiques, sur la production sur une base égale et en augmentant l'accès des femmes aux ressources foncières.

Le travail avec les communes d'Anse à Pitre a facilité la gestion participative des ressources qui bénéficiera indirectement à 30 146 habitants.

Dans le cadre de cette initiative, une évaluation intermédiaire du projet est proposée.

Cette évaluation répond à l'intérêt de tirer des enseignements des actions menées pendant les années du projet. L'évaluation proposée a deux objectifs : a) évaluer la situation dans laquelle le projet a été réalisé, ainsi que connaître les principaux défis auxquels cette initiative est confrontée; b) inclure des améliorations pour y arriver à la réalisation des résultats et l'objectif spécifique et l'objectif général du projet.

## 2. Profil du Consultant

L'évaluation sera effectuée par une personne physique ou morale qui doit avoir au moins

- Connaissances et expérience en matière de planification, de gestion et de méthodologie d'évaluation de projets.
- Expérience spécifique dans l'évaluation de projets productifs (au moins 5 ans), le renforcement institutionnel et la société civile avec une approche de genre.
- Connaissances et expériences spécifiques en Haïti
- Ne pas avoir eu de relation de travail avec Alianza ou son partenaire de projet pendant au moins deux ans avant la proposition d'embauche pour l'évaluation, ou liée à la conception, la gestion ou la mise en œuvre de l'intervention à évaluer.
- Dans le cas d'une équipe d'évaluation, une équipe multidisciplinaire sera envisagée. Dans la mesure du possible, la participation de professionnels du pays où l'intervention est développée ou de son environnement sera encouragée, en tenant compte de l'équilibre entre les sexes.
- L'équipe de consultants doit parler couramment le français, le créole.
- **Le rapport d'évaluation doit être soumis en espagnol.**
- L'expérience dans des projets avec une approche de genre et des actions environnementales sera un atout.

## 3. Dossier de candidature

Le processus d'évaluation de la proposition technique sera effectué selon les critères suivants :

- Qualité et expérience de l'équipe de consultants. (40 points)
  - Le curriculum vitae de chaque membre de l'équipe. (20 points)
  - Un mémoire précisant les études similaires réalisées, notamment au cours des deux dernières années, et le rôle développé par la personne ou l'entreprise dans ces études d'évaluation. (20 points)
- Qualité technique de la proposition. Une proposition technique pour la réalisation de l'étude selon le cahier des charges ci-joint. Cette proposition comprend une matrice d'évaluation indiquant pour chaque étude. (60 points)
  - Critères ou questions sur les techniques ou la méthodologie à utiliser. (40 points)
  - Une offre financière (20 points)



Alianza por la  
Solidaridad

Member of  
**act:onaid**



Le dossier de candidature pourra être soumis en français, mais **le rapport d'évaluation doit être soumis en espagnol.**

*Le montant maximum disponible pour cette prestation est de 16.000 USD.*

#### 4. **Date et Remise de Candidature**

La date limite de soumission des offres est fixée au **07 mai 2021**. Les offres doivent être soumises par voie électronique au courrier de l'entité responsable de l'évaluation : [jvelez@aporsolidaridad.org](mailto:jvelez@aporsolidaridad.org) y [mlopez@aporsolidaridad.org](mailto:mlopez@aporsolidaridad.org)

*Veillez indiquer dans l'objet du mail la référence **“Evaluación intermedia CONVENIO 2018/PCONV/001214”***

*\*Seuls les candidats pré sélectionnés seront contactés\**

Les partenaires du projet appliquent dans les processus de sélection de personnel et services le principe de non-discrimination de genre, race, religion ou orientation sexuelle.



Alianza por la  
Solidaridad

Member of  
**act:onaid**



Coordination Régionale des Organisations du Sud-est  
(CROSE)

**Términos de Referencia para la evaluación intermedia del CONVENIO 2018/PCONV/001214  
“Aumentada la resiliencia de la población de la comuna de Anse-à-Pitre frente a riesgos  
naturales y a presiones y amenazas de carácter antrópico”**

Financé par:

Funded by:

Financiado por:



**aecid**

Agencia Española  
de Cooperación  
Internacional  
para el Desarrollo

## INDICE

I. INTRODUCCIÓN .....	7
II. OBJETO DE LA EVALUACIÓN Y ANTECEDENTES .....	<b>Error! Bookmark not defined.</b>
III. ACTORES IMPLICADOS .....	<b>Error! Bookmark not defined.</b>
IV. ALCANCE DE LA EVALUACIÓN .....	<b>Error! Bookmark not defined.</b>
V. PREGUNTAS Y CRITERIOS DE LA EVALUACIÓN .....	<b>Error! Bookmark not defined.</b>
VI. METODOLOGÍA Y PLAN DE TRABAJO .....	<b>Error! Bookmark not defined.</b>
VII. DOCUMENTOS Y FUENTES DE INFORMACIÓN.....	<b>Error! Bookmark not defined.</b>
VIII. ESTRUCTURA Y PRESENTACIÓN DEL INFORME DE EVALUACIÓN.....	<b>Error!</b> <b>Bookmark not defined.</b>
XI. EQUIPO EVALUADOR .....	<b>Error! Bookmark not defined.</b>
X. PREMISAS DE LA EVALUACIÓN, AUTORÍA Y PUBLICACIÓN ..	<b>Error! Bookmark not</b> <b>defined.</b>
XI. PLAZOS PARA LA REALIZACIÓN DE LA EVALUACIÓN.....	<b>Error! Bookmark not</b> <b>defined.</b>
XII. PRESENTACIÓN DE LA OFERTA TÉCNICA Y ECONOMICA Y CRITERIOS DE VALORACIÓN .....	<b>Error! Bookmark not defined.</b>

## I. INTRODUCCIÓN

El Convenio “Aumentada la resiliencia de la población de la comuna de Anse-à-Pitre frente a riesgos naturales y a presiones y amenazas de carácter antrópico” es una iniciativa de Alianza por la Solidaridad con financiación de la Agencia Española de Cooperación Internacional para el Desarrollo cuya finalidad es la reducción de los factores de vulnerabilidad de la población del Anse à Pitre frente a riesgos naturales y amenazas de carácter antrópico mediante.

La intervención del Convenio se ha centrado en cuatro componentes complementarios. Se pretende contribuir a una mayor adaptación de la población de la Comuna de Anse à Pitre a los efectos del cambio climático, aumentando su capacidad de resiliencia, a partir del manejo sostenible de los recursos naturales, el cambio en prácticas agroforestales perjudiciales para el medio ambiente, el impacto en las relaciones de género y la armonización de los actores en el territorio. A través de una serie de acciones combinadas e integrales se contribuirá a que los y las beneficiarios/as de la intervención mejoren sus condiciones de vida. En el marco de esta iniciativa se propone la realización de una evaluación intermedia del Convenio para la inclusión de mejoras.

Esta evaluación responde al interés para aprender de las actuaciones llevadas a cabo en los años de convenio. La evaluación que se propone presenta dos fines: a) valorar la situación en la que se ha realizado el Convenio hasta el momento, así como conocer los principales retos a los que se ha enfrentado esta iniciativa; b) el desarrollo y el cumplimiento de los resultados y objetivo específico para evaluar si se ha contribuido el objetivo general del proyecto.

Atendiendo a su contenido los principales rasgos de la evaluación que se propone son los siguientes:

- Desde un ámbito temporal se tratará de una evaluación **intermedia**, contemplando la valoración del diseño, como del desempeño, el desarrollo hasta el final del proyecto y el cumplimiento de las actividades.
- Desde un punto de vista de su **utilidad** deberá generar lecciones aprendidas la obtención de los resultados esperados y recomendaciones. Además de valorar la eficacia, el impacto, eficiencia, pertenencia y sostenibilidad de la intervención.
- Desde el punto de vista del agente evaluador será una evaluación **externa**, aunque su enfoque plantea una metodología participativa que busca contribuir a la apropiación de los resultados de la evaluación por parte de los actores implicados.
- Se tratará de integrar la **perspectiva de género** en la evaluación de este Proyecto, valorando en qué medida se han logrado avances en los resultados relacionados con este ámbito, tanto sean estos resultados generados por acciones específicas en la materia como derivados de aspectos transversales.
- Finalmente, desde un punto de **vista metodológico**, se tratará de una evaluación enmarcada en los principios generales del sistema de evaluación de la Cooperación Española, de acuerdo con lo establecido en la Ley de Cooperación y en los documentos de Metodología de la Cooperación Española (volúmenes I y II) y en el Manual de Gestión de Evaluaciones de la Cooperación Española,

y seguirá lo establecido por el Comité de Ayuda al Desarrollo en cuanto a criterios o componentes de la evaluación, procedimientos e instrumentos.

Si bien más adelante se incidirá en las premisas de la presente evaluación en cuanto a autoría y publicación, de acuerdo con lo establecido por el financiador principal (AECID), esta evaluación podrá ser publicada con el objeto de que puedan ser utilizadas como herramientas de aprendizaje.

## II. OBJETO DE LA EVALUACIÓN Y ANTECEDENTES

Alianza por la Solidaridad y su socio estratégico en el Departamento del Sudeste CROSE (Coordinación Regional de Organizaciones del Sudeste) han trabajado en la Comuna de Anse à Pitre, el objetivo es la reducción de los factores de vulnerabilidad de la población del Anse à Pitre frente a riesgos naturales y amenazas de carácter antrópico mediante. Se pretende reforzar la capacidad del territorio de la comuna de Anse à Pitre para que pueda proteger a sus habitantes y a sus ecosistemas naturales de las distintas amenazas en relación con riesgos naturales y a presiones y amenazas de carácter antrópico. Contando con ese punto de partida, se tratará de que las comunidades aumenten sus capacidades en lo que pueden hacer por sí mismas y cómo se pueden fortalecerlas más allá de concentrarse en su vulnerabilidad ante el desastre o sus necesidades en una emergencia. Para ello, se ordenarán los recursos naturales de la cuenca del Pedernales; se aumentará la producción agrícola priorizando los sistemas agrosilvopastoriles y la recuperación de cultivos locales con vocación consumo en épocas de mayor escasez de alimentos; se mejorará protección de la población de la cuenca frente a las amenazas con la puesta en marcha de obras de mitigación a lo largo de la cuenca; y se mejorará la equidad entre hombres y mujeres en la toma de decisiones, acceso y control de los recursos. Se tendrá en cuenta, las capacidades de fuera de la comuna, en particular las relacionadas con los servicios de gestión de emergencias, pero también, por otros servicios sociales y administrativos, infraestructura pública, así como una red de nexos socioeconómicos y políticos que las rodea.

Para la utilización de este enfoque, se han combinado una serie de actividades que van desde la formación, la dotación de equipos, la asistencia técnica y la incidencia política, hasta el fortalecimiento de los socios locales. Para ello, la intervención se hizo a través de 4 grandes líneas de acción:

1. **Facilitada la ordenación de los recursos naturales de la cuenca del Pedernales**, con especial énfasis en el aumento de la cobertura vegetal y la disminución de la extracción de leña.
2. **Aumentada la producción priorizando los sistemas agrosilvopastoriles y la recuperación de cultivos locales con vocación consumo en épocas de mayor escasez de alimentos**, con especial énfasis en el aumento de la producción fuera del periodo de lluvias para las mujeres y la utilización de insumos orgánicos para aumentar la producción y disminuir la compra.
3. **Mejorada la protección de la población de la cuenca frente a las amenazas**, a través de las técnicas de protección, la rehabilitación de refugios provisionales, la inclusión de la gestión de riesgos dentro de la normativa local y la aplicación de los Planes de Contingencia.
4. **Mejorada la equidad entre hombres y mujeres en la toma de decisiones**, acceso y control de los recursos, a través del aumento del número de mujeres en los espacios de toma de decisión comunitarios, sobre los recursos económicos, sobre la producción de manera paritaria y las mujeres que aumentan el acceso a recursos de tierra.

El trabajo con la Comunas de Anse a Pitre ha facilitado una gestión de los recursos participativa que beneficiará indirectamente a 30.146 habitantes.

El objeto para evaluar se trata, por tanto, de una intervención que, entre otras, cuenta con las siguientes características:

- Es una intervención con 4 resultados que se llevaron a cabo como una única acción global conjunta y no como una suma de intervenciones individuales.
  - En el componente de **Facilitada la ordenación de los recursos naturales de la cuenca del Pedernales** se citan las siguientes líneas de actuación:
    - Definir áreas de conservación y de reforestación de bosque y de manglares preferente
    - Capacitar a las comunidades y autoridades sobre prácticas sostenibles de gestión de recursos naturales
    - Apoyar la puesta en marcha de prácticas sostenibles de gestión de recursos naturales
    - Apoyar la puesta en marcha de prácticas de conservación del suelo
    - Identificar y poner en marcha emprendimientos en las comunidades que contribuyan a mejorar la gestión sostenible de los RRNN y promuevan la generación de fuentes alternativas de ingresos sostenibles
    - Introducción de al menos 500 nuevas tecnologías de ahorro energético en las comunidades.
    - Elaborar plan de desarrollo comunal con medidas de zonificación para identificar dónde áreas donde es posible la construcción y habitabilidad segura
    - Apoyar a la alcaldía de Anse à Pître a la elaboración y puesta en marcha de ordenanzas para limitar la construcción en las áreas inseguras establecidos en el plan de zonificación para la construcción y habitabilidad segura
  - Respecto al componente de **Aumentada la producción priorizando los sistemas agrosilvopastoriles y la recuperación de cultivos locales con vocación consumo en épocas de mayor escasez de alimentos**, los esfuerzos se concentran en los aspectos que se listan a continuación:
    - Caracterizar oferta y demanda de recursos hídricos para definir puntos de captación para sistemas de riego que sean compatibles con abastecimiento de agua para la población
    - Seleccionar, según estudio realizado de recursos hídricos, estudio de mercado y criterios de selección para la población beneficiaria áreas de rehabilitación agrícola con sistemas de riego
    - Mejorar dos infraestructuras de las parcelas agrícolas seleccionadas de manera sostenible con sistemas de riego, seguridad, etc

- Facilitar el acceso a factores de producción de 500 pequeños/as productores/as en especial mujeres o asociaciones de mujeres
  - Formar en producción sostenible a 500 pequeños/as productores/as en especial mujeres o asociaciones de mujeres.
  - Apoyar la recuperación y reproducción de semillas locales de productos según estudio de mercado, a 500 pequeños/as productores/as
  - Apoyar en el manejo sostenible del suelo y la restitución de la fertilidad a 500 pequeños/as productores/as
  - Apoyar la tecnificación del ganado menor de 500 personas beneficiarias
  - Apoyar las labores de prevención de enfermedades (vacunación e higiene) en las comunidades proporcionadas en las 8 unidades de salud animal
  - Apoyar las 8 unidades de salud animal en cada comunidad, mediante seguimiento técnico y medicamentos
  - Formar en conservación y transformación sostenible a los/as pequeños/as productores/as en especial mujeres o asociaciones de mujeres en productos identificados en el estudio de mercado
  - Dotar de infraestructuras y equipos en conservación y transformación sostenible a los/as pequeños/as productores/as en especial mujeres o asociaciones de mujeres en productos identificados en el estudio de mercado
  - Formar en el mantenimiento de las infraestructuras y equipos
  - Reforzar las capacidades en buena gobernanza de las asociaciones y comités de gestión con enfoque de género
  - Formar en gestión financiera a las asociaciones y comités de gestión
  - Formación en técnicas de marketing, negociación y venta
  - Apoyar las acciones de marketing de las asociaciones
  - Realizar campañas de promoción sobre la importancia y ventajas de consumir productos agroecológicos locales
- En cuanto al componente de **Mejorada la protección de la población de la cuenca frente a las amenazas**, las líneas de actuación que fomentarán la sostenibilidad de las intervenciones serán las siguientes:
    - Realizar obras de mitigación a lo largo de la cuenca según estudio realizado

- Apoyar la sistematización de la colecta de datos sobre pluviometría en las diferentes zonas agroecológicas
  - Puesta en marcha de un sistema de bioindicadores con las autoridades locales y comunidades.
  - Elaboración y apoyo a la puesta en marcha de un plan de urgencia comunal y familiar
  - Apoyar la dinamización y funcionalidad del centro operacional de emergencia comunal (COUC) en Anse à Pître
  - Identificación, rehabilitación y equipamiento de refugios provisionales teniendo en cuenta un enfoque inclusivo (necesidades de género, accesibilidad y protección)
  - Fortalecimiento a las comunidades y estructuras comunitarias para la prevención, mitigación y primera respuesta en situaciones de emergencia, incorporando el enfoque de género
  - Realizar encuentro entre autoridades de protección civil de República Dominicana y Haití para el monitoreo de amenazas y riesgos en zona de frontera.
- Respecto al componente de **Mejorada la equidad entre hombres y mujeres en la toma de decisiones**, los esfuerzos se concentran en los aspectos que se listan a continuación:
- Facilitar el acceso a la seguridad de la tenencia de la tierra para las mujeres
  - Identificación y formación a mujeres líderes de las comunidades como agentes de cambio
  - Identificación y formación de hombres en las comunidades como agentes de cambio
  - Proceso formativo y acompañamiento de proximidad para mujeres integrantes de OSC y estructuras comunitarias (incluidas las de GDR) para fortalecer sus capacidades para la defensa de sus intereses en los espacios públicos
  - Proceso formativo para hombres integrantes de OSC y estructuras comunitarias (incluidas las de GDR) para el cambio en el ámbito público (generar una masa crítica de hombres a favor de la igualdad, defender estrategias de conciliación, renunciar a espacios de poder para que sean ocupados por mujeres, propuesta de cambios estructurales...
  - Crear espacios de reflexión sobre género con las mujeres en las comunidades
  - Crear espacios de reflexión sobre género y masculinidad con los hombres en las comunidades
  - Realizar encuentros familiares para la identificación y establecimiento de iniciativas de ahorro e inversión familiar

- Realizar encuentros familiares para establecer las prioridades en la asignación de recursos para las actividades seleccionadas para autoconsumo, trueque, venta.
- El presupuesto del proyecto asciende a 2.595.000 €, El 97 % del presupuesto corresponden a la financiación otorgada por AECID.
- La duración del proyecto es de 60 meses, comenzando el 1 de febrero de 2018 hasta el 31 de enero de 2024.

### III. ACTORES IMPLICADOS

El proyecto se organiza según lo definido en el Marco Lógico y el Cronograma fijados con el financiador AECID y otras comunicaciones oficiales. Así como los protocolos de colaboración firmados con el socio estratégico CROSE.

Paralelamente, los agentes implicados en la intervención a evaluar y en la propia evaluación son:

1. Socio local: directores/as ejecutivos, así como personal local relevante en el desarrollo de la intervención en puestos ejecutivos o técnicos y administrativos.
2. Población beneficiaria: Se seleccionarán grupos focales de beneficiarios/as con el criterio de relevancia y representatividad en las tres Secciones que hemos trabajado.
3. Autoridades locales y departamentales: Se seleccionarán algunas autoridades locales del Ayuntamiento de Anse a Pitre, así como al CASEC/ASEC de Secciones de la implementación. La coordinación con la Dirección Departamental del Sudeste de la Protección Civil implicado en el desarrollo del Plan de Contingencia, la Dirección Departamental del Agua (DINEPA) para asegurar el cumplimiento de la norma y la Condición Femenina.
5. Alianza por la Solidaridad y Alianza por la Solidaridad Haití: Responsables del Proyecto en Madrid, en Haití, responsables de cada área técnica, administrador/a, contable.
6. Agencia Española de Cooperación Internacional para el Desarrollo (AECID): Oficina Técnica de Cooperación AECID en Puerto Príncipe y la Unidad de Seguimiento del Proyecto AECID en Madrid.

Los **titulares de derecho** que se programaron en el comienzo del proyecto fueron los siguientes:

- En general, la población de las tres Secciones de Anse a Pitre 30146 personas (14914 mujeres y 15232 hombres) provenientes de las 2 secciones comunales (Bois D'Orme y Boucan Guillaume) se verán beneficiados de las acciones de planificación del territorio, conservación de suelos, actuaciones de protección en zonas de recarga y de eficiencia energética y gestión de riesgos y de desastres incluidas refuerzo de capacidades, apoyo al sistema de alerta temprana o actividades de mitigación, plan de desarrollo comunal y las acciones de género que buscan una sociedad más justa e igualitaria con un cambio de mentalidades de hombres y mujeres.

En específico son varios los grupos que componen el colectivo meta del convenio como titulares de derechos:

- Agricultores/as: 500 agricultores y agricultoras (pequeñ@s productor@s), de los cuales un 55% serán mujeres (275). Estas personas que se dedican a la agricultura como fuente principal de ingreso, son poseedoras de una parcela que siguiendo con los estándares de la zona sería de al menos media hectárea. Dadas las zonas agroecológicas la mayoría de este colectivo estará en la 2ª Sección Comunal (70%).

- Ganaderos/as: ligado a la agricultura, 300 ganaderos y ganaderas (1500 personas/300 hogares) con experiencia en el sector principalmente de las localidades de la 1ª sección comunal-rural, serán beneficiarias de la distribución de animales de raza mejorada, de capacitación para mejorar los cuidados y control de enfermedades, contando también de un seguimiento veterinario para los mismos.

- Gestión de riesgos y de desastres. Como titulares de derechos, la población de la comuna es destinataria de este eje de trabajo. El plan de contingencia comunal será renovado para adaptarlo y difundirlo entre la comunidad. Los talleres englobarán también la participación de al menos 100 personas por año, donde la paridad de representación será aplicada, con representación en todos los sectores: agricultura, ganadería, pesca, comerciantes y personal vinculado a los servicios (escuelas, dispensarios) o iglesias de la zona. La capacitación en prevención ante desastres se trabajará a través de la herramienta de “plan familiar de urgencia” PUF, y otras actividades de sensibilización serán dirigidas a 500 hogares (2500 familias) de comunidades con menor accesibilidad para que la población sufra menos en caso de catástrofe.

- Acceso a la tierra: en el proceso de identificación hemos encontrado de forma recurrente un problema en el acceso de las mujeres a derechos, a la toma de decisiones sobre su dinero, sobre su tiempo o su trabajo, problemas de violencia y control por parte de los hombres o dificultad manifiesta de acceso a la posesión de tierra, aunque la legislación vigente lo contemple. Al menos 1000 mujeres disminuyan sus obstáculos en el acceso y control de recursos

- Líderes y lideresas de cambio: 100 mujeres y 25 hombres serán identificados y capacitados para trabajar el cambio de mentalidades hacia una sociedad más igualitaria. Se fomentarán espacios de reflexión en materia de género y nuevas masculinidades, donde se movilizará a 250 hombres, y 250 mujeres apoyados en estos líderes de cambio. Se priorizarán las personas jóvenes en esta actividad

- 500 personas (60% mujeres) serán objeto de actividades generadoras de ingreso vinculadas a la gestión de los recursos naturales y la introducción de nuevas tecnologías.

**Comisión de Seguimiento:** Estará formada por la Unidad de Seguimiento del Proyecto AECID en Madrid, personal de Alianza por la Solidaridad en sede y en Haití por la Oficina Técnica de Cooperación AECID en Puerto Príncipe, personal de la oficina en Alianza por la Solidaridad Haití, así como por el personal del equipo técnico del socio clave CROSE.

Esta Comisión tendrá un papel activo durante el diseño de la propuesta de evaluación y su seguimiento, de forma que se conjuguen los intereses de la agencia financiadora, socios locales y Alianza por la Solidaridad. En concreto la Comisión de seguimiento tiene como funciones:

- Facilitar la participación de los actores implicados en el diseño de evaluación

- Aprobar los documentos de planificación de la evaluación
- Facilitar al equipo evaluador el acceso a toda la información relevante y a los informantes clave.
- Supervisar la calidad del proceso y los documentos e informes que se generen.
- Difundir los resultados de la evaluación como mínimo entre los actores implicados.
- Coordinar a la Unidad Gestora.

**Unidad Gestora:** Formada por personal de Alianza por la Solidaridad en el terreno y en sede, forma por tanto parte de la Comisión de Seguimiento. La Unidad Gestora tiene como funciones:

- Encargarse de que el proceso evaluativo se realiza según lo establecido.
- Impulsar y liderar el diseño de la evaluación, elaborando los TdR.
- Coordinar y supervisar la calidad del proceso.
- Seleccionar y contratar al equipo evaluador.
- Facilitar el trabajo de campo del equipo evaluador y comprobar el cumplimiento de la planificación.
- Supervisar los documentos e informes y remitirlos a la Comisión de seguimiento.
- Apoyar a difundir los resultados de la evaluación entre todos los actores implicados.

#### IV. ALCANCE DE LA EVALUACIÓN

Como ya se ha señalado, la evaluación que se propone presentará dos fines: a) valoración de los resultados alcanzados por el Proyecto; b) la generación de procesos de aprendizaje para futuras intervenciones en este ámbito a partir de la información sobre lecciones aprendidas, buenas prácticas y una propuesta de recomendaciones a ese efecto. Para ello, el ámbito de estudio que se propone es el siguiente:

- Desde un ámbito temporal se tratará de una evaluación intermedia que cubra todo el periodo de ejecución según el avance esperado hasta el momento, contemplando la valoración de tanto del diseño como del desempeño y los resultados y efectos de la intervención. Permitirá la mejora de la intervención generando valor agregado
- Geográficamente se centrará en las acciones llevadas a cabo en Anse a Pitre
- Al tratarse de una indagación de un proyecto enmarcado en el sector de desarrollo rural, se tendrá especialmente en cuenta las metas establecidas en el Plan de actuación sectorial de Desarrollo Rural y Lucha contra el Hambre de la cooperación española.

#### V. PREGUNTAS Y CRITERIOS DE LA EVALUACIÓN

El propósito de la presente evaluación consiste en disponer de una valoración del desempeño y de los resultados de la intervención. Para ello el equipo externo de evaluación contará con acceso a la información documental que considere oportuna, el apoyo y acompañamiento en las visitas y entrevistas que se considere relevantes. La evaluación tendrá, por tanto, los siguientes propósitos:

- Conocer el funcionamiento de la intervención y la eficiencia del modelo de gestión a partir del análisis de los mecanismos institucionales, que permita revelar los factores de éxito y las limitaciones del trabajo entre los socios y otros implicados.

Por tanto, la evaluación objeto de este documento se ordena en torno a tres niveles de indagación que son los siguientes: pertinencia, desempeño y los resultados del Proyecto.

Para cada uno de esos niveles se han establecido toda una serie de preguntas articuladas en torno a unos criterios generales de evaluación. Así, para el nivel de pertinencia, se contemplan los criterios de pertinencia, coherencia y apropiación; para el desempeño se incorporan los criterios de eficacia y eficiencia; y en el nivel de resultados se han incluido los criterios de eficacia, eficiencia y sostenibilidad.

Las principales preguntas a las que la evaluación deberá dar respuesta en los diferentes niveles de indagación según los criterios considerados son las siguientes:

NIVEL DE LA INDAGACIÓN	CRITERIO O COMPONENTE DE LA EVALUACIÓN	PREGUNTAS PARA LA EVALUACIÓN
Diseño	Pertinencia, coherencia y apropiación	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. ¿En qué medida la estrategia de intervención se adapta al contexto político y socio cultural?</li> <li>2. ¿En qué medida los objetivos y estrategias de intervención del proyecto son realistas y responden a los planes y programas, así como a las necesidades identificadas y al contexto operativo de la política nacional?</li> <li>3. ¿En qué medida el diseño del Proyecto es realista y responde a las necesidades e intereses de las instituciones socias nacionales, otros actores presentes en el territorio y de los colectivos destinatarios (distinguiendo entre los hombres y las mujeres)?</li> <li>4. ¿Con la intervención se está logrando atender a todos los colectivos que se propusieron en la formulación del Proyecto? ¿Participaron en la formulación?</li> </ol>
Desempeño	Eficacia	<ol style="list-style-type: none"> <li>5. ¿En qué medida se está aportando a la intervención medidas innovadoras en la solución de los problemas identificados?</li> <li>6. ¿En qué medida el modelo de gestión del Proyecto permite poner en valor la experiencia conjunta de las organizaciones en la consecución de los resultados?</li> <li>7. ¿La puesta en marcha de las actividades ha contado</li> </ol>

NIVEL DE LA INDAGACIÓN	CRITERIO O COMPONENTE DE LA EVALUACIÓN	PREGUNTAS PARA LA EVALUACIÓN
		<p>con la participación del colectivo beneficiario? ¿Ha tenido en cuenta el contexto social, económico, político y cultural?</p>
Resultados	Eficacia	<p>8. ¿Cuál es la percepción de los socios y de las instituciones locales sobre los retrasos en la ejecución?</p> <p>9. ¿Qué complicaciones ha habido para cumplir los plazos establecidos? ¿Se ha respondido de manera adecuada?</p> <p>10. ¿De qué manera ha influido el contexto socio-político (pays lock) y el COVID-19 en la zona para la ejecución de las actividades del proyecto?</p> <p>11. ¿Se han alcanzado los resultados y objetivos previstos según el cronograma de la intervención hasta el momento? ¿Hasta qué punto y con qué limitaciones?</p> <p>12. ¿Se están llevando a cabo prácticas sostenibles de gestión de los recursos productivos naturales?</p> <p>13. ¿Las estrategias productivas o relacionadas con medios de vida han propiciado impacto en la mejora de ingresos familiares y de las condiciones de vida de la población meta del Convenio?</p> <p>14. ¿Ha aumentado la participación de las mujeres que se benefician de recursos productivos?</p> <p>15. ¿Se está trabajando con los agentes de cambio sobre el género y la toma de decisiones sobre los recursos?</p> <p>16. ¿Los indicadores propuestos son adecuados para medir el logro de los objetivos y resultados planificados?, ¿Pueden ser mejorados?</p>
	Eficiencia	<p>17. ¿Hasta el momento ha sido eficiente la transformación de los recursos en los resultados? (¿se podrían haber conseguido resultados similares con un consumo de recursos sustancialmente</p>

NIVEL DE LA INDAGACIÓN	CRITERIO O COMPONENTE DE LA EVALUACIÓN	PREGUNTAS PARA LA EVALUACIÓN
		<p>menor?)</p> <p>18. ¿Se han adaptado las acciones del convenio en contexto COVID-19 y a la crisis sociopolítica? ¿Qué cambios ha traído el nuevo contexto?</p> <p>19. ¿Existe una buena comunicación entre los socios?; ¿La gestión del convenio es ágil?</p>
	Sostenibilidad	<p>20. ¿Demuestran los socios locales capacidad técnica y compromiso de liderazgo para continuar trabajando con iniciativas similares o para repetirlo?</p> <p>21. ¿Las actividades de refuerzo de capacidades de los y las titulares de derechos, titulares de obligaciones y titulares de responsabilidades están contribuyendo a la sostenibilidad del proyecto?</p> <p>22. ¿Qué acciones consideran las personas beneficiarias que son necesarias para alcanzar la sostenibilidad? ¿Cuáles de esas acciones deben considerarse para ser incorporadas en la lógica de intervención?</p>

De acuerdo con el Manual de Gestión de las Evaluaciones de la Cooperación Española, en función de las preguntas de la evaluación y los niveles de análisis que se definen se desarrollarán los criterios de evaluación a tener en cuenta para el análisis (elementos en torno a los que se estructurará la evaluación). Se pueden considerar la definición de los criterios de evaluación de la cooperación al desarrollo, además de otros que se consideren relevantes tras el análisis de las preguntas de evaluación.

En definitiva, los criterios deben ser producto de las preguntas de la evaluación y en el caso que nos ocupa se definen de la siguiente manera y se priorizan en función de la necesidad del proyecto:

CRITERIO	PRIORIDAD
<p><b>Pertinencia:</b> En qué medida se justifica aún el proyecto con relación a las prioridades de desarrollo locales y nacionales</p>	1

<b>Eficacia:</b> En qué medida el objetivo específico ha sido alcanzado sobre la base de los resultados del Proyecto.	2
<b>Eficiencia:</b> Análisis de los resultados en relación con el esfuerzo realizado. Examinar si los mismos resultados podrían haberse logrado de otra forma mejor	3
<b>Sostenibilidad:</b> Un somero análisis acerca de en qué medida los efectos positivos del Proyecto podrían continuar después de que la ayuda externa haya finalizado.	1

*Priorización del 1 (max.) al 4 (min.)*

## VI. METODOLOGÍA Y PLAN DE TRABAJO

Teniendo en cuenta el carácter de evaluación intermedia, las preguntas y los criterios que se contemplan en los otros capítulos de estos Términos de Referencia, resulta necesario considerar que la evaluación será desde el punto de vista metodológico, esencialmente cualitativa y cuantitativa.

La evaluación usará las metodologías y técnicas más adecuadas según las necesidades específicas de información, las preguntas definidas en estos TDR, la disponibilidad de recursos y las prioridades establecidas.

En cualquier caso, se espera que los consultores analicen todas las fuentes de información relevantes tales como: Documento de pre proyecto, formulación proyecto, los informes anuales económicos y técnicos, otros documentos del proyecto (estudio hidráulico, diagnóstico de género, estudio sobre el acceso a la tierra, uso de recursos naturales y estudio de mercado), comunicaciones entre los socios y comunicaciones entre Alianza por la Solidaridad Madrid en sede y terreno con la AECID en relación al convenio, informes de revisión interna y cualquier otro documento que pueda representar evidencia para formar juicios. Se espera que los consultores usen también entrevistas y grupos focales como una forma de recoger datos relevantes para la evaluación.

La metodología específica y las técnicas concretas que se usará en la evaluación deberán ser descritas con detalle en el plan de evaluación y en el informe final de la evaluación y como mínimo contendrá información de los instrumentos usados para la recolección y análisis de datos ya sean documentos, entrevistas, visitas de campo, cuestionarios o técnicas participativas.

En cualquier caso, la indagación se organizará en torno a los tres niveles planteados en los Términos de Referencia: nivel de diseño, nivel de proceso y nivel de resultados. Existirán tres grupos de técnicas que serán fundamentales a la hora de recopilar la información imprescindible para intentar responder con un razonable grado de certidumbre a las preguntas que orientan el ejercicio de evaluación: análisis documental, entrevistas y observación directa, lo que obviamente, obligará al desplazamiento de los consultores al lugar de ejecución del proyecto.

Ante la eventual dificultad de abarcar todas las preguntas clave acordadas con los socios locales y Alianza por la Solidaridad, el equipo evaluador, en concordancia con la Unidad Gestora, ha de priorizar aquellas cuestiones que, sin menoscabar la utilidad de la misma y los intereses principales, permitan abordar el análisis posterior con las debidas garantías de rigor metodológico y sustento interpretativo de los hallazgos.

Para el desarrollo de los trabajos aquí contemplados se ha previsto la **cantidad de 16.000 USD**, impuestos incluidos. Dicha cifra se abonará mediante dos pagos, una en el momento en que se formalice la contratación por el 40% de la totalidad correspondiente un 60 % cuando Alianza por la Solidaridad valide el informe final del trabajo realizado. El equipo consultor emitirá un recibo parcial y una sola factura por todo el importe.

La cantidad anteriormente indicada incluirá todos los costes derivados del trabajo a realizar, debiendo detallar los consultores el importe que corresponda a honorarios, desplazamientos, alojamiento y manutención, seguros, y cualquier otro gasto en que pudiese incurrirse.

Los productos que se van a obtener son (señale cuáles):

- x Informe preliminar resultado del estudio de gabinete
- x Memoria de campo resultado del trabajo de campo
- x Borrador del informe de evaluación
- x Informe final de evaluación

Dentro del primero de los productos se debe incluir una matriz de evaluación donde se reflejen las siguientes cuestiones:

- Niveles de indagación: diseño, proceso y resultados.
- Criterios o componentes de la evaluación: pertinencia, eficiencia, eficacia, impacto y sostenibilidad.
- Las preguntas a las que la evaluación intentará dar respuesta.
- Los posibles indicadores que se tratará de contrastar para poder responder a las preguntas, incluyendo aquellos de la formulación inicial, los que se hayan ido desarrollando en la ejecución y los que la propia evaluación considere oportunos.
- Las herramientas que se sugieren para poder valorar esos indicadores y responder a las preguntas propuestas.

Se establece una evaluación en tres fases para la duración total de 6 semanas que serán las siguientes: una inicial de trabajo de gabinete, la segunda fase de trabajo en el lugar de intervención y la tercera fase en la que se realizarán nuevamente trabajos de gabinete.

Estudio de gabinete: Se contempla la firma del contrato, la reunión inicial de presentación del equipo, el análisis de la documentación disponible por parte de los consultores en sus lugares de origen, la preparación y negociación del Plan de evaluación (los instrumentos metodológicos y las herramientas de recolección de datos, así como su factibilidad para la recolección y procesamiento de datos) y la presentación de este documento a los responsables del Proyecto.

Al final de esta fase, **el equipo evaluador presentará una matriz de evaluación y opciones metodológicas propuestas**. Dicha matriz comprende, en columnas consecutivas, los siguientes elementos: I) criterios de evaluación y sus preguntas relevantes, II) indicadores que operacionalizan esas preguntas, III) propuesta de técnicas de recolección de información para cada caso.

El diseño final bajo representación matricial será aprobado por la Unidad Gestora como finalización de la fase de estudio de gabinete.

Durante este periodo se acordará igualmente la agenda para el trabajo de campo, para lo cual se definirá junto con la Comisión de Seguimiento de la Evaluación el itinerario para el trabajo en terreno, informantes clave y agenda para el trabajo.

Trabajo de campo: Los consultores se desplazarán a la zona de intervención con el fin de realizar las entrevistas, reuniones y la aplicación de las herramientas previstas en el Plan de evaluación. Durante esta fase se comenzará a preparar de manera simultánea el borrador del informe y se realizará una reunión de restitución de la información con los implicados en el Proyecto antes de abandonar la zona de intervención.

Durante el trabajo de campo se producirá la información de calidad necesaria, cuantitativa y cualitativa, para cubrir las necesidades de información expresadas en los puntos anteriores utilizando las herramientas previamente diseñadas.

El trabajo de campo tiene lugar en las diferentes zonas donde se desarrollan las actividades y también en las unidades de gestión, planificación y dirección de los socios locales, habida cuenta de que estas unidades centralizadas constituyen un elemento clave del trabajo de campo.

Durante el trabajo de campo se deberá programar y realizar reuniones de devolución de resultados preliminares con los actores implicados y vinculados con la intervención, incluyendo a las autoridades e instituciones contraparte de los países en cuestión.

Se contará con el apoyo logístico de Alianza por la Solidaridad en sede y en Jacmel a través de la Comisión de Seguimiento de la Evaluación para la aplicación de la agenda de reuniones, talleres, entrevistas, obtención y procesamiento de datos, así como de los distintos socios locales.

Preparación informe: Preparación, presentación y correcciones al informe de evaluación, que se desarrollará en el lugar de residencia del equipo de consultor. La redacción del informe deberá atenerse a las recomendaciones del punto 8 del presente documento. Se establece un borrador final que se discutirá por todas las partes del Comité de Seguimiento del punto 3, en el plazo definido por el cronograma de la metodología de trabajo hasta obtener un informe final. El informe final será entregado Unidad de Seguimiento del Proyecto AECID en Madrid, así como a los distintos agentes implicados en la intervención.

## VII. DOCUMENTOS Y FUENTES DE INFORMACIÓN

Sin ánimo de exhaustividad, a continuación, se exponen los principales documentos que se pondrán a disposición del equipo consultor a la firma del contrato:

- Documento de formulación de la intervención
- Estudios de diagnóstico, viabilidad y Líneas de Base relacionados con la intervención

- Planes operativos anuales
- Informes de seguimiento (incluidas fuentes de verificación)
- Normativa aplicable a la subvención
- Estudios realizados
- Informes de seguridad
- Otros documentos de interés

## VIII. ESTRUCTURA Y PRESENTACIÓN DEL INFORME DE EVALUACIÓN

El primer producto, el Plan de evaluación, se propondrán los métodos, las fuentes y los procedimientos de recolección de los datos. Así mismo se incluirá una propuesta de calendario de actividades y de entrega de los productos. Contendrá una puesta al día de la situación del Proyecto según lo reflejado en los documentos consultados por la evaluación. Este documento, que será consensado con los responsables de la evaluación, contendrá las siguientes secciones:

0. Introducción
1. Antecedentes de la evaluación: objetivos y enfoque general
2. Identificación de unidades y dimensiones de análisis principales y posibles líneas de investigación
3. Principales avances sustantivos y financieros del Proyecto de acuerdo con la documentación consultada
4. Metodología para la recopilación y análisis de la información
5. Criterios para definir la agenda de misión, incluyendo las “visitas de campo”

El Informe Final de evaluación no excederá las 50 páginas (sin contar anexos). Éste irá acompañado de un Resumen Ejecutivo, de un máximo de 5-10 páginas. Asimismo, se deberá presentar una ficha-resumen de la evaluación siguiendo el formato establecido por el CAD de la OCDE para el inventario de evaluaciones de esta institución.

El equipo evaluador entregará a la entidad ejecutora de la subvención el informe final de evaluación, una vez haya sido discutido el borrador por todas las partes. La entidad entregará a la AECID, vía Departamento de ONGD, en caso de convenios y proyectos, o vía Unidad gestora de la subvención, en caso de acciones, una copia del informe en papel y otra en formato electrónico.

Tras su presentación en formato electrónico y una vez aprobado, el equipo entregará 3 copias en papel de la versión definitiva del Informe Final, así como la versión del documento en formato electrónico.

El informe Final deberá adaptarse a la siguiente estructura:

0. Resumen Ejecutivo.
1. Introducción en que se presentará el propósito de la evaluación, las preguntas y los resultados principales.
  - Antecedentes y objeto de la evaluación
  - Metodología empleada en la evaluación.
  - Condicionantes y límites del estudio realizado.

2. Descripción de la intervención evaluada, en la que se indiquen sus objetivos y su estructura lógica de planificación, con especial referencia a las expectativas de cumplimiento en el momento intermedio en que se realiza la evaluación; breve historia y antecedentes; organización y gestión; actores implicados y contexto económico, social, político e institucional en el que se desarrollan.
3. Análisis de la información recopilada, dando respuesta a las cuestiones y criterios de evaluación establecidos, organizada de acuerdo con el enfoque integral de la evaluación propuesto.
4. Resultados de la evaluación, presentando las evidencias reveladas en relación con las preguntas de evaluación enunciadas y las interpretaciones formuladas sobre dicha evidencia.
5. Conclusiones de la evaluación, en relación con los criterios de evaluación establecidos.
6. Recomendaciones derivadas de la evaluación que se orienten a la mejora de las intervenciones evaluadas a través de indicaciones específicas que mejoren el diseño, procedimientos de gestión, resultados e impactos de las actuaciones.
7. Las lecciones aprendidas que se desprendan de las conclusiones generales, indiquen buenas prácticas y que puedan ser extrapoladas y retroalimentar las acciones
8. Anexos: toda la documentación generada durante el proceso con un listado de fuentes secundarias (entrevistas, listas de presencia, encuestas, etc.)

Toda la documentación producida por el equipo evaluador será entregada en idioma local pero el Informe preliminar y Final debe estar obligatoriamente en **español**.

El borrador de informe se discutirá por la Comisión de seguimiento y el equipo evaluador, hasta obtener un documento final.

## XI. EQUIPO EVALUADOR

La evaluación será llevada a cabo por una persona física o jurídica que debe tener al menos:

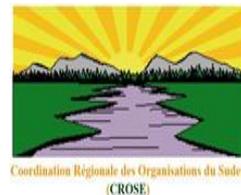
- Conocimiento y experiencia en metodología de planificación, gestión y evaluación de proyectos. Con experiencia específica de evaluaciones proyectos productivos (al menos 5 años), fortalecimiento institucional y de la sociedad civil con enfoque de género.
- Se valorará experiencia en proyectos con enfoque de género y acciones medioambientales
- Conocimiento y experiencia específica previa en Haití
- Se recuerda al equipo evaluador la independencia, no haber tenido una relación laboral con Alianza o su socio local de proyecto durante los tres años (agosto 2018, agosto 2021) en la propuesta de contratación para la evaluación, o relacionada con el diseño, gestión o ejecución de la intervención a evaluar.
- En el caso de que se trate de un equipo de evaluación, se valorará que sea multidisciplinar. Siempre que sea posible, se fomentará la participación de profesionales del país donde se desarrolla la intervención o su entorno, teniendo en cuenta el equilibrio de género.
- El equipo de consultor debe dominar el francés, el criollo y el español.

**El formulario de solicitud y el informe de evaluación deberán presentarse en español.**



Alianza por la  
Solidaridad

Member of  
**act:onaid**



Aun cuando el equipo evaluador será apoyado por los responsables del proyecto durante su misión, será el responsable único de elaborar y entregar el borrador de informe final y el informe final de la evaluación en español.

## X. PREMISAS DE LA EVALUACIÓN, AUTORÍA Y PUBLICACIÓN

**Anonimato y confidencialidad.**- La evaluación debe respetar el derecho de las personas a proporcionar información asegurando su anonimato y confidencialidad.

**Responsabilidad.**- Cualquier desacuerdo o diferencia de opinión que pudiera surgir entre los miembros del equipo o entre éstos y los responsables de la intervención, en relación con las conclusiones y/o recomendaciones, debe ser mencionada en el informe. Cualquier afirmación debe ser sostenida por el equipo o dejar constancia del desacuerdo sobre ella.

**Integridad.**- Los evaluadores tendrán la responsabilidad de poner de manifiesto cuestiones no mencionadas específicamente en el Pliego de Prescripciones Técnicas, si ello fuera necesario para obtener un análisis más completo de la intervención.

**Independencia.**- El equipo evaluador deberá garantizar su independencia y objetividad en la información, afirmaciones y conclusiones realizadas sobre la intervención evaluada. El equipo evaluador deberá garantizar su independencia de la intervención evaluada, no estando vinculado con su gestión o con cualquier elemento que la compone.

**Incidencias.**- En el supuesto de la aparición de problemas durante la realización del trabajo de campo o en cualquier otra fase de la evaluación, éstos deberán ser comunicados inmediatamente a la Comisión de Seguimiento o a la Unidad Gestora de la Evaluación según la naturaleza de las incidencias. De no ser así, la existencia de dichos problemas en ningún caso podrá ser utilizada para justificar la no obtención de los resultados establecidos por Alianza por la Solidaridad en el presente pliego de Prescripciones Técnicas.

**Convalidación de la información.**- Corresponde al equipo evaluador garantizar la veracidad de la información recopilada para la elaboración de los informes, y en última instancia será responsable de la información presentada en el Informe de evaluación.

**Informes de evaluación.**- La difusión de la información recopilada y del Informe final es prerrogativa de Alianza por la Solidaridad

**Entrega de los Informes.**- En caso de retraso en la entrega de los informes o en el supuesto en que la calidad de los informes entregados sea manifiestamente inferior a lo pactado con esta Dirección General, serán aplicables las penalizaciones previstas en el contrato suscrito.

**Publicación y autoría.**- Se aclara que todo derecho de autor recae en la entidad contratante de la evaluación. La divulgación de la información recopilada y del Informe final es prerrogativa de Alianza por la Solidaridad (entidad ejecutora de la subvención y contratante de la evaluación). Sin embargo, la AECID se reserva el derecho de reproducir, distribuir o comunicar públicamente el informe de evaluación sin necesidad de acuerdo previo con dicha entidad, cuando así lo requiera el correcto desarrollo de procedimientos administrativos y lo hará con previa autorización de la misma, cuando se requiera por otro tipo de motivos. Cualquier reproducción del informe o sus resultados, deberá contar con la autorización previa de la entidad que realiza el contrato y del financiador principal.

En todo caso, la redacción del informe final de evaluación, presentación y aprobación por la Unidad Gestora de la Evaluación de Alianza por la Solidaridad sede y Alianza por la Solidaridad Haití habrá de producirse antes **15 de diciembre de 2021**.

## XI. PLAZOS PARA LA REALIZACIÓN DE LA EVALUACIÓN

Para la realización de la evaluación se ha considerado un periodo de **seis semanas** a partir del día de formalización del contrato y de acuerdo al siguiente calendario tentativo:

		1	2	3	4	5	6
FASE Gabinete	Revisión documentación						
	Afinamiento herramientas metodológicas						
	Preparación trabajo de campo						
FASE Trabajo de campo	Trabajo de campo						
	Talleres devolución resultados						
FASE Redacción informe	Redacción informe preliminar						
	Discusión informe preliminar						
	Redacción informe final						

El informe final deberá ser presentado antes del 30 de noviembre de 2021.

## XII. PRESENTACIÓN DE LA OFERTA TÉCNICA Y ECONOMICA Y CRITERIOS DE VALORACIÓN

Las propuestas técnicas deberán respetar las siguientes características para presentarse a la realización de la evaluación que aquí se contempla:

- Portada donde se indique.
  - Nombre de la empresa o experto/a.
  - Título de la evaluación
  - Datos de contacto de la empresa o experto/a individual.
- Oferta Técnica que incluya:
  - CV detallado de la/ persona/s que formarán el equipo de evaluación.
  - Propuesta de metodología de trabajo.

- Propuesta de matriz de evaluación
- Propuesta de Plan de trabajo incluyendo la agenda de la misión.

La oferta económica no deberá superar el monto de 16.000 USD, que debe incluir todos los gastos logísticos y tasas o impuestos que se deriven de la realización de la evaluación.

Para la adjudicación de la evaluación a los equipos interesados se respetarán los principios de:

- Confidencialidad: la información relativa a la evaluación de la propuesta y a las recomendaciones sobre adjudicaciones no se dará a conocer a otras personas que no tengan participación oficial en el proceso hasta que se haya notificado la adjudicación del contrato a la firma o persona ganadora.
- Aclaración de Propuestas: para facilitar el examen, la evaluación y la comparación de la propuesta, el contratante tendrá la facultad de solicitar a cualquier consultor que aclare su oferta. La solicitud de aclaración y la respuesta se harán por escrito o por correo electrónico; sin embargo, no se solicitará, ofrecerá ni permitirá ninguna modificación de los elementos sustanciales de la propuesta.

El comité de selección estará conformado por personal de entidad que promueve la evaluación y por las entidades socias, siempre con conocimiento del financiador principal.

El comité de selección, en caso de que el/la consultor/a sea una persona Jurídica, evaluará la situación legal con las siguientes consideraciones: Que la sociedad esté legalmente vigente, que estén correctos los datos de registro de la sociedad, que existe y esté vigente el poder escriturado en donde se autoriza el representante legal, que estén correctos los datos del representante legal.

El proceso de evaluación de la propuesta técnica se realizará según los siguientes criterios:

- Calidad técnica de la propuesta (máximo 5 puntos de 10 del global de la propuesta.)
- Calidad y experiencia del equipo de consultores asignado en materia de evaluación y del ámbito sectorial y temático de que se trata (máximo 3 puntos de 10 del global de la propuesta).
- Presupuesto (máximo 2 punto de 10 del global de la propuesta).

Las ofertas deberán presentarse electrónicamente al correo de la entidad responsable de la evaluación en el plazo de un mes posterior a la publicación de estos Términos de Referencia.

La presentación de la oferta deberá realizarse por correo electrónico, a la dirección:

[jvelez@aporsolidaridad.org](mailto:jvelez@aporsolidaridad.org) y [mlopez@aporsolidaridad.org](mailto:mlopez@aporsolidaridad.org)

Se indicará indicando en el correo la referencia "**Evaluación intermedia CONVENIO 2018/PCONV/001214**"

El plazo límite para la presentación de ofertas será el **7 de mayo de 2021**